



Strasbourg, le 14 novembre 2020

Monsieur le député,

L'intersyndicale des retraités du Bas-Rhin (CGT, FO, FSU, FGR-FP et Solidaires) attire votre attention sur le lourd tribut que les retraités et les personnes âgées, dépendantes ou non, ont payé à la crise sanitaire. Ils représentent 80% des décès au coronavirus survenus en EHPAD et établissement. Trop souvent, ils ont été sacrifiés, jugés non prioritaires pour une prise en charge à l'hôpital.

Nous nous indignons des attaques insupportables qui veulent préparer l'opinion publique à la culpabilisation des « *retraités qui n'ont pas perdu de revenus pendant la crise* », en niant le nombre de morts et les sacrifices financiers de toutes ces dernières années.

Nous nous inquiétons du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2021, **qui s'inscrit dans la continuité des politiques menées** depuis de nombreuses années, celles-ci ont conduit à la catastrophe sanitaire que nous connaissons avec, pour conséquence, une crise économique et sociale désastreuse pour l'ensemble de la population. Ce PLFSS s'inscrit dans une politique libérale où le système de Sécurité Sociale n'a plus pour objectif de répondre aux besoins de tous. Il pose toutes les fondations d'un système à l'Anglo-saxonne, géré et financé par l'État, qui octroie un minimum pour les plus précaires et qui pousse la grande majorité vers le système assurantiel et la capitalisation.

Le Ségur de la santé, qui occupe une part importante de ce PLFSS, n'a répondu, ni aux attentes des retraités et des salariés, ni aux besoins de la population. Le gouvernement a concédé une augmentation de 183 € par mois de certains salaires, ce qui est en deçà de la revendication des personnels, et loin de rattraper les années de rigueur salariale et encore moins la moyenne des salaires hospitaliers des pays européens. La première revendication des salariés qui était l'embauche massive de personnel ne trouve aucune réponse dans ce PLFSS. Au contraire, 3 400 lits ont été fermés en 2019 et les fermetures se poursuivent dans de nombreux hôpitaux malgré la crise.

Nous sommes scandalisés par la proposition d'une **participation forfaitaire via le forfait patient urgence (FPU)**, pour les patients en cas de passage aux urgences non suivi d'hospitalisation. Or, de nombreux soins réalisés aux urgences ne nécessitent pas d'hospitalisation, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas urgents et sérieux. **Le fait de faire payer les soins aux urgences risque encore d'aggraver la renonciation à des soins indispensables, notamment des assurés les plus fragiles. Le gouvernement doit renoncer à ce projet scandaleux.**

Ainsi que le gouvernement l'avait annoncé, le PLFSS engage la création d'une 5^e branche dédiée à la perte d'autonomie, en individualisant les financements alloués à la CNSA. Cela confirme nos craintes déjà exprimées. D'une part, aucun financement nouveau n'est prévu, c'est un simple transfert de ressources provenant pour l'essentiel de la branche maladie et de la branche famille. D'autre part, le fait que ce financement repose à 90 % sur la CSG, confirme la logique d'étatisation de cette 5^e branche, via la CNSA, et dont la « gouvernance » ne repose en rien sur la démocratie sociale qui fonde la gestion de la Sécurité Sociale. La perte d'autonomie (qui englobe le handicap) ne doit pas être séparée de la santé.

La France a largement les moyens de mener une politique plus ambitieuse de protection sociale, financée à 100 % par une Sécurité Sociale intégrale comprenant la perte d'autonomie dans sa branche maladie.

Il s'agit là d'un véritable choix de société qui passe aussi par une autre politique en matière d'emploi et de salaire s'opposant de fait à la financiarisation de l'économie.

Nous vous remercions d'avance de bien vouloir nous informer des réponses que vous aurez données à nos différentes analyses.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Député, l'assurance de nos sincères salutations républicaines.

Pour l'intersyndicale des retraités du Bas-Rhin Françoise Eiden SFR-FSU